

Fukushima : le scandale de l'iode

samedi 10 mars 2012, par [LEGLU Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 10 octobre 2011).

Mardi 11 octobre. Triste commémoration. Sept mois après les débuts de la catastrophe de Fukushima le 11 mars, ont commencé (dimanche 9) les examens de la thyroïde des 360 000 enfants de la province. Un contrôle systématique qui avait été annoncé lors d'une réunion spéciale le 24 Juillet à la préfecture de Fukushima (voir la note de blog du 5 août [1]) et devrait durer... pendant toute la vie de ces jeunes. On comprend que ces examens soient prioritaires, vu la séquence des événements [2], aujourd'hui revisitée.

Comme nul ne l'ignore plus, de l'iode radioactif s'est échappé massivement dès les premières heures de la catastrophe. Cet iode allant ensuite se fixer tout particulièrement dans la glande thyroïde des personnes exposées, conduisant à une émission radioactive interne -qui peut provoquer un cancer. A noter qu'enfants et jeunes sont les plus sensibles à cette exposition, comme l'ont montré les études réalisées après la catastrophe de Tchernobyl.

Problème majeur : aucune contremesure spécifique n'a été prise à ce moment crucial. En particulier, n'ont pas été immédiatement distribuées les pastilles d'iode nécessaires. Ces dernières, rappelons-le, doivent venir « saturer » la thyroïde en iode non radioactif (empêchant donc ensuite la fixation de l'iode radioactif).

C'est le journal américain *Wall Street Journal*, qui l'a clairement révélé le 29 septembre [3] après avoir mené l'enquête sur le terrain et obtenu des « documents officiels » sur lesquels l'auteur de l'article Yuka Hayashi, base sa publication : « *Tokyo n'a donné l'ordre de distribuer les pilules que cinq jours après les débuts de l'accident du 11 mars, bien que les experts en sûreté nucléaire aient recommandé de le faire immédiatement* ». Autrement dit, trop tard, après les premiers pics d'arrivée de l'élément radioactif.

Ignorance de ce geste de prévention, mauvaise communication entre les acteurs pendant la catastrophe, décision de distribution prise localement par certains... tous les ingrédients se retrouvent pendant ces journées de la mi-mars 2011 qui, rétrospectivement, renforcent l'impression de chaos (post-séisme et tsunami) et de manque de coordination dramatique.

Comme le rappelle le quotidien américain, ce n'est pas que les pilules en question aient manqué, (il y en aurait d'ailleurs toujours des stocks inemployés et désormais devenus inutilisables) mais que des autorités locales, déboussolées, n'aient par exemple pas su quoi en faire. L'un des responsables du « village de Kawauchi » a ainsi expliqué que « *la plupart de nos résidents ne savaient absolument pas qu'ils étaient supposés prendre un tel médicament* ». Pendant ce temps, avant même l'ordre officiel de distribution du 16 mars, l'attitude était inverse ailleurs : « *deux villes situées près de la centrale, Futaba et Tomioka, en tout 22 500 habitants, avaient ordonné de façon indépendante la prise des pilules de leur stock, selon des officiels de ces villes* ».

Autre problème, grave, que ne manque pas de souligner fortement le journal américain : la question du relèvement intempestif du seuil d'administration (vis-à-vis de radioactivité ambiante) des pilules en question. Une décision qui montre l'incapacité par les autorités locales à prendre ces jours-là les mesures de protection qui s'imposaient, et révèle les dissensions avec les autorités centrales [4].

Après ce retour sur des événements dramatiques, il ne faut pas manquer de lire les rappels que fait une étude très circonstanciée de l'IFOP intitulée « L'opinion publique européenne et le nucléaire après Fukushima », disponible sur le site de la fondation Jean Jaurès [5]. Comme le soulignent ainsi dans leur analyse les deux chargées d'études Laure Bonneval et Cécile Lacroix-Lanoë, « *ce qui a changé avec la catastrophe de Fukushima n'est pas tant la perception de risques associés à l'énergie nucléaire que la hiérarchie de ces risques. En effet, avant 2011, la sûreté des installations nucléaires n'apparaissait que comme un risque secondaire.* » La première crainte au niveau européen, notent-elles en se basant sur les résultats de l'Eurobaromètre de 2009, c'était alors le terrorisme contre les centrales nucléaires, suivi par la question du stockage ultime des déchets radioactifs.

Mais après Fukushima, (sondage en juin 2011), changement de point de vue. Pour les Français, « *la sûreté des installations et des infrastructures constitue la dimension qui doit être prioritairement prise en compte dans les choix énergétiques nationaux* ». De quoi interpeller chez nous l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), dont on attend les avis sur la sûreté des centrales françaises dans les mois à venir. Une priorité nette comparée aux voisins européens (Italie, Allemagne, UK, Espagne) qui privilégient, eux, « *le caractère renouvelable de la source d'énergie* ».

In fine, les chiffres de 32-20 / 37 (sondage en juin 2011) retiendront certainement l'attention des politiques, avant l'élection présidentielle de 2012 : interrogés sur le recours à l'énergie nucléaire, 32% des Français ont une opinion favorable contre 20% qui y sont opposés. Surtout, et là est la difficulté pour nombre de décideurs, subsiste LE gros bataillon : celui de 37% d'hésitants ! (11% sans opinion).

Dominique Leglu

P.-S.

* <http://sciencepouvusetmoi.blogs.sciencesetavenir.fr/>

Notes

[1] <http://sciencepouvusetmoi.blogs.sciencesetavenir.fr/archive/2011/08/05/fukushima-suite-42-2-millions-de-personnes-suivies-medicalement.html>

[2] Le site de l'ACRO (association pour le contrôle de la radioactivité de l'ouest) en fait un suivi très détaillé.
<http://www.acro.eu.org/chronoFukushima.html#dosespopl>

[3] <http://online.wsj.com/article/SB1000142405297020401060457...>

[4] L'histoire peut apparaître comme compliquée, d'autant que les unités utilisées ne sont pas les « sieverts » habituels, mais une mesure de radioactivité en « coups par minute ». Le WSJ explique ainsi en substance que le seuil (à partir duquel doivent être administrées les pastilles d'iode), initialement de 13 000 coups par minute (comme le recommandent les manuels officiels) a été relevé le 14 mars par les autorités de Fukushima à 100 000 coups/minute. Un niveau que n'a pas initialement accepté la Commission de sûreté nucléaire (NSC) -d'autant que pour les enfants, il faudrait un niveau 10 fois moindre que le seuil initial. Mais elle a fini par s'y résoudre.

[5] <http://www.jean-jaures.org/Publications/Les-notes/L-opinion-publique-europeenne-et-le-nucleaire-apres-Fukushima>